

## République Bulgarie

**Superficie:** 110 910 km<sup>2</sup>

**Population:** 7 537 929

**Capitale:** Sofia

**Indépendance:** le 3 mars 1878 en tant qu'État issu de l'empire ottoman

**Fête nationale:** le 3 mars

**Constitution:** datée du 12 juillet 1991

**PNB par habitant:** 1 650 US dollars (2001)

**Monnaie:** 1 lev = 100 stótinki = CHF 0.805 (état de mars 2004)

**Pauvreté:** environ 12.6 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté.

**Chômage:** près de 18 %

**Ressources:** pétrole, gaz naturel

**Langues nationales:** bulgare (langue officielle), langues des minorités

**Religions:** 83.8 % de chrétiens orthodoxes bulgares, 12.1 % de musulmans, 1.7 % de chrétiens catholiques romains, 0.1 % de juifs, 2.3 % d'autres orientations religieuses (protestants, Arméniens grégoriens, etc.)

**Groupes ethniques:** 83.6 % de Bulgares, 9.5 % de Turcs, 4.6 % de Roms, 2.3 % d'autres ethnies (Macédoniens, Arméniens, Tatares, Caucasiens)

**Forme d'État:** démocratie parlementaire

**Unités administratives:** 28 provinces

**Droit de vote:** à partir de 18 ans

**Chef d'État:** Georgi Parvanov (PSB), depuis le 22 janvier 2002

**Chef du gouvernement:** Simeon Sakskoburggotski (président du NDS), depuis le 24 juillet 2001

**Parlement:** assemblée populaire (Narodno sabranje) de 240 membres

**Élections:** les dernières élections parlementaires ont eu lieu le 17 juin 2001 et les prochaines sont prévues pour 2005. En 2001, elles avaient été remportées par le Mouvement national Simeon II (NDSII).

**Partis:** Mouvement national Simeon II (NDSII), Forces Démocratiques Unies (ODS), Union des forces démocratiques (SDS), Union agraire bulgare (BZNS), Parti démocratique (PD), Parti socialiste bulgare (PSB), Eksoglasnost (EG), Mouvement pour les droits et les libertés (DPS), etc.

**Droit et système judiciaire:** Tribunal administratif suprême, Cour suprême de cassation, Cour constitutionnelle, Conseil judiciaire suprême

**Service militaire:** obligation générale de servir: 12 mois ou 9 mois pour les licenciés d'une école supérieure.

**Chronique:** le 26 mars 2003, la Bulgarie a signé l'adhésion à l'OTAN qui doit formellement entrer en vigueur en mai 2004, la condition à l'adhésion étant que la Bulgarie restructure et modernise ses forces de combat (réduction des troupes et destruction des missiles à courte et à moyenne portée). À la mi-novembre 2003, un scandale lié aux exportations d'armes a failli menacer l'admission de la Bulgarie au sein de l'OTAN. La demande formelle d'adhésion à l'UE a reçu une réponse positive lors de la rencontre au Sommet de Copenhague (les 12 et 13 décembre 2002) qui devrait se concrétiser en 2007. Suivant la ligne de l'UE, la Bulgarie refuse de signer un accord de non-extradition avec les Etats-Unis au niveau de la Cour pénale internationale. Malgré l'attitude coopérative du gouvernement dans la question de l'Irak, les Etats-Unis ont gelé leur aide militaire début juillet 2003. En tant que membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, la Bulgarie a soutenu la ligne des Etats-Unis et s'est ralliée à la „coalition des dociles“ en mars 2003. Le pays a envoyé près de 500 soldats dans la zone irakienne contrôlée par la Pologne.

La corruption, les structures mafieuses, ainsi que les conflits juridiques et politiques, portent préjudice à la privatisation des entreprises publiques en Bulgarie. À la fin mai 2003, le Fonds monétaire international et la Banque Mondiale ont menacé de suspendre les aides financières à la restructuration.

**Situation des droits de l'homme:** bien qu'interdits par la Constitution, la violence et l'arbitraire semblent être plutôt la règle que l'exception en cas d'arrestation et de détention. Les membres de la minorité



Quelle: CIA World Fact Book

Rome, souvent mineurs, sont particulièrement touchés. Les responsables ne sont punis qu'une fois sur deux et les autorités bulgares se sentent au-dessus de la loi. De nouvelles constructions doivent en revanche avoir amélioré les conditions de détention. Mais les prisons sont souvent anciennes et bondées. Elles offrent des conditions d'hygiène aussi précaires que les soins médicaux. De nombreux détenus attendent leur jugement pendant six mois à deux ans. Sans cesse, on leur inflige, sans base légale, des peines souvent très dures et humiliantes ou des mesures d'isolement. Les conditions d'emprisonnement sont encore nettement plus mauvaises dans les zones de haute sécurité. Dans un établissement pénitentiaire situé près de Pazardjik, les détenus ont d'ailleurs protesté contre les mauvaises conditions de vie par une grève de la faim. La Constitution interdit le recours à la torture, mais la police use régulièrement de sévices, notamment pendant les arrestations et les premiers interrogatoires (électrochocs, brûlures, etc.). La peine de mort a été abolie en novembre 1998.

Les conditions qui règnent dans les cliniques psychiatriques et les foyers pour enfants et adultes handicapés (mentaux) sont, à quelques exceptions près, inhumaines et dégradantes. Dans de nombreux cas, des malades psychiques ont été arbitrairement placés dans des foyers où ils sont retenus comme des prisonniers. En raison des conditions de vie misérables et de l'état des soins médicaux, le taux de mortalité est effrayant dans ces institutions. Malgré l'interdiction légale, la Bulgarie est le pays de recrutement, de transit et, de plus en plus aussi, la destination de la traite de l'être humain.

La Constitution prévoit la liberté de la presse et la liberté d'opinion, mais le gouvernement s'efforce de contrôler les médias. À plusieurs reprises, des journalistes ont été accusés de diffamation et punis. Depuis l'adoption, le 20 décembre 2002, d'une loi restrictive en matière de confession, la liberté de religion assurée par la Constitution s'est nettement dégradée en Bulgarie. La loi privilégie l'Église orthodoxe bulgare par rapport aux autres confessions dont elle restreint fortement les activités religieuses.

**Minorités:** le **groupe ethnique turc** (environ 9 % de la population) constitue la plus grande minorité de Bulgarie. Entre 1962 et 1989, l'État bulgare a exercé une forte pression à l'assimilation. Les minorités musulmanes avaient notamment dû adopter des noms chrétiens-bulgares. On leur avait interdit de parler leur dialecte, de porter leurs habits traditionnels et de respecter leurs coutumes religieuses. Suite à l'ouverture de la frontière avec la Turquie, quelque 300'000 représentants de l'ethnie turque ont émigré en 1989, isolant ainsi le régime bulgare. Aujourd'hui, il n'y a plus de restrictions concernant l'usage de la langue turque. Le gouvernement soutient des cours de turc dans les écoles et permet aux gens de reprendre leur nom turc d'origine.

Appauvrie et socialement isolée, la minorité ethnique des **Roms** (6-7 %) est toujours victime d'attaques et de discriminations de la part des autorités comme des particuliers. Des mesures sont instaurées pour entraver ou même rendre impossible l'accès des membres de ce groupe de population à des prestations publiques (école, place de travail, prestations sociales, etc.). La police bulgare procède avec une grande brutalité à l'encontre des Roms. Sans cesse, ceux-ci se font tirer dessus, parfois avec des suites mortelles. Deux tiers des représentants de ce groupe sont frappés lors des arrestations ou des interrogatoires. Dans l'ensemble du pays, les Roms courent en outre le risque d'être attaqués par des skinheads.

**Demandes d'asile en Suisse** (2003): 281 demandes d'asile, 0 réponses positives, 47 rejets, 201 non-entrées en matière, 50 retraits, 25 radiations du rôle. En souffrance en première instance le 31 décembre 2003: 39. nouvelles demandes 2004 (janvier-mars): 139.

Sources: CIA: The World Factbook; Fischer Weltamanach 2004; Bulgarian Helsinki Committee (BHC): Human Rights in Bulgaria 2002